



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 18/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETEX (exSINIAT SA (anct LAFARGE PLATRES))

ZONE INDUSTRIELLE
68490 Ottmarsheim

Références : 0006700464_2025_08_14_VIIC PPC suivi ech
Code AIOT : 0006700464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/08/2025 dans l'établissement ETEX (exSINIAT SA (anct LAFARGE PLATRES)) implanté ZI 68490 Ottmarsheim. L'inspection a été annoncée le 18/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite portait sur le respect de l'arrêté de mise en demeure du 12 juillet 2023 relatif aux conditions de rejets et de surveillance des eaux résiduaires ainsi que sur l'application de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2024 relatif à l'élimination du stockage du gypse synthétique et au respect des rejets air.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETEX (exSINIAT SA (anct LAFARGE PLATRES))
- ZI 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700464

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale du site est la production de plaques de plâtre à partir de différents types de gypses (naturel et recyclé). Les installations sont soumises à un arrêté préfectoral d'autorisation n° 012129 du 30 juillet 2001 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets eaux	AP de Mise en Demeure du 12/07/2023, article 2	Astreinte	1 mois
2	Utilisation de gypse	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Stocks de gypse synthétique	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Aire de stockage du gypse	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 30/07/2001, article 7.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le service d'inspection a constaté que les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 12 juillet 2023 n'étaient pas entièrement respectées, les travaux attendus n'étant pas achevés. Il est proposé au préfet un arrêté préfectoral de liquidation partielle de l'astreinte du 22 mai 2024.

Par ailleurs, le service d'inspection a demandé des justificatifs complémentaires sur le respect de l'arrêté du 30 juillet 2024 relatif aux rejets air et à l'utilisation du gypse synthétique.

Enfin, une non-conformité a été relevée sur la propreté du site pour laquelle il n'est pas proposé à ce stade de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets eaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/07/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux
Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article l'article 9.3.1. de l'arrêté préfectoral n°012129 du 30 juillet 2001 modifié susvisé : <i>« Article 9.3.1 - Eau - Conditions de rejet des eaux Les eaux industrielles, y compris (...) les eaux pluviales sont rejetées dans le Grand Canal d'Alsace. Le rejet des eaux résiduaires doit satisfaire aux dispositions suivantes : - pH entre 6,5 et 9,5 - température < 30 °C - débit maximal journalier 250 m3 - matières en suspension MEST < 30 mg/l - demande chimique en oxygène DCO < 300 mg/l »</i>
Constats : Lors de la visite d'inspection du 16 mars 2023 il a été constaté que la zone de stockage de gypse ne dispose d'aucun moyen de collecte des eaux pluviales. Les eaux pluviales ruissellent sur les stockages de gypses et s'infiltrant dans le milieu sans être canalisées, ni préalablement traitées ou contrôlées. Par courrier daté du 11 octobre 2023, la société ETEX informe le service d'inspection de la mise en place d'un bassin de rétention au point bas de la zone de stockage de gypse permettant de recueillir l'ensemble des eaux de ruissellement relié à un débourbeur/déshuileur avec la mise en place d'un contrôle des rejets. Lors de la visite d'inspection du 25 janvier 2024, il a été constaté la mise en place des équipements mentionnés dans le courrier du 11/10/2023 (un bassin de rétention des eaux de ruissellement associé à un débourbeur/déshuileur). Toutefois, les eaux se rejetaient après traitement dans un puits perdu, donc dans la nappe et non dans le Grand Canal. De plus, aucune analyse n'avaient encore été effectuée. Par ailleurs, il a été constaté sur le terrain que la configuration (topographie) de la zone de stockage ne permet pas de recueillir l'ensemble des eaux de ruissellement (absence de bordures sur le périmètre de la zone, pentes inadaptée ou tout autre dispositif évitant que les eaux se dirigent vers les zones naturelles). En conséquence les dispositions de la mise en demeure du 12 juillet 2023 susvisée n'étaient pas respectées et une sanction administrative a été actée. Par courrier du 26 avril 2024, ETEX mentionne que le puits perdu a été condamné et transmet son programme de travaux permettant de répondre à la prescription avec une échéance à la fin du 1er trimestre 2025. Ces travaux comprennent : <ul style="list-style-type: none">- la réalisation d'une étude topographique,- la réalisation de bordure,- la mise en place de deux décanteurs en partie nord et sud est du tas de gypse,- la mise en place d'un réseau de pompage et de canalisations pour relier les rejets des bassins au rejet vers le canal. Lors de la visite du 14 août 2025, le service d'inspection, a constaté que les travaux susmentionnés ne sont pas terminés dont les bordures ceinturant la zone de stockage de gypse et le réseau de pompage des deux bassins vers le réseau existant du site se rejetant dans le Grand Canal d'Alsace. L'exploitant a indiqué que les travaux devaient être finalisés pour la fin du mois d'août 2025. En conséquence, la prescription susvisée n'est pas complètement respectée, une partie des eaux de ruissellement n'étant pas encore canalisée pour être rejetées vers le Grand Canal d'Alsace. Toutefois, le service d'inspection a constaté que dans l'attente de finaliser les travaux l'exploitant a mis en place des tuyauteries temporaires permettant de vidanger les bassins de rétention créés

<p>vers le réseau existant de l'usine.</p> <p>Par ailleurs, le service d'inspection a consulté les derniers rapports de surveillance des eaux résiduaires (rapports mensuels réalisés par l'APAVE des mois de juin et juillet 2025, référencés respectivement 134682808-001-1 du 04/07/2025 et 134682811-001-1 du 13/08/2025, ainsi que le rapport semestriel du mois de février 2025, référencés 134682804-001-1 du 07/03/2025) qui ne relèvent pas de dépassements des valeurs limites d'émission susvisées.</p> <p>Les constats réalisés ne permettent pas de lever la mise en demeure, dont le délai est échu, en conséquence, il est proposé une liquidation partielle de l'astreinte administrative du 22 mai 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet au service d'inspection les justificatifs associés à la réalisation effective de l'ensemble des travaux (dont le PV de réception des travaux, le plan des réseaux actualisé, les plans et données techniques des ouvrages réalisés, le rapport de surveillance des eaux résiduaires réalisés après la réception des travaux).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Utilisation de gypse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation de gypse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'utilisation de gypse contenant des substances conduisant à des rejets non conformes à la cheminée du four est interdite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les diverses études menées, en particulier en 2017 et 2018, ont permis de faire le lien entre les émissions de mercure à la cheminée et l'utilisation dans le process industriel (cuisson) de gypse synthétique provenant du traitement de fumées des centrales au charbon.</p> <p>Le service d'inspection ayant constaté des dépassements de la valeur limite d'émission en mercure fixée à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation) dans les rejets atmosphériques, des prescriptions complémentaires ont été fixées par arrêté préfectoral du 30 juillet 2024 susmentionné.</p> <p>Lors de la visite le service d'inspection a examiné les rapports de surveillance des rejets atmosphériques mensuels effectués par la société DEKRA entre le mois d'août 2024 et le mois de mai 2025. Ces rapports ont été transmis par mail préalablement à l'inspection le 12 août 2025.</p> <p>Le service d'inspection relève que l'analyse réalisée dans ces rapports ne permet pas de statuer sur la conformité des rejets en mercure. En effet, le flux ne prend pas en compte la somme des métaux (cadmium, mercure, thallium, et de leurs composés) contrairement au point 8°a) de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a mentionné ne plus utiliser de gypse synthétique dans sa production depuis la notification de l'arrêté préfectoral de 2024 sans apporter de justification (tel que le suivi des consommations des matières premières à l'entrée du four de cuisson corrélé au type de production réalisé sur cette même période).</p>

En conséquence, à ce stade le service d'inspection n'est pas en mesure de statuer sur le respect de cette prescription.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet au service d'inspection : <ul style="list-style-type: none"> - les justificatifs associés à l'absence de cuisson de gypse synthétique dans sa production depuis août 2024, - le rapport du contrôle annuel 2025 et le dernier rapport mensuel des rejets atmosphériques répondant aux exigences réglementaires et notamment au 8°a) de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Stocks de gypse synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Stocks de gypse synthétique
Prescription contrôlée : Dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté, les stocks de gypse synthétique (source de pollution au mercure) présents le jour de l'inspection du 25 janvier 2024 sont éliminés.
Constats : L'exploitant a transmis au service d'inspection par mail du 12 août 2025, en amont de la visite, son tableau de suivi de l'évacuation du gypse synthétique. Ce tableau montre que l'évacuation de ce déchet a commencé le 20 janvier 2025 et s'est terminée le 23 juillet 2025 (avec au total de 3 249,990 tonnes évacués). Lors de la visite terrain, le service d'inspection a constaté visuellement sur l'aire de stockage la présence de gypse naturel (stocké à l'abri), la présence de gypse recyclé (en quantité modéré), la présence des rebus de production (en quantité importante) et l'absence de gypse synthétique. Toutefois, l'exploitant n'a pas présenté les bordereaux de suivi de déchets associés ni l'état des lieux initial permettant de s'assurer que tout a été évacué. Ces documents devront être communiqués au service d'inspection afin de statuer sur le respect de la prescription susvisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communique au service d'inspection : <ul style="list-style-type: none"> - les bordereaux d'évacuation du gypse synthétique, - le volume (en tonne) du stock initial (à la date de signature de l'arrêté préfectoral du 30/07/2024) de gypse synthétique présent sur site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Aire de stockage du gypse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Aire de stockage du gypse
Prescription contrôlée : [...] Les aires des stockages et des postes de déchargement du gypse devront être constitués d'un matériau étanche tel qu'enrobé bitumineux. La quantité maximale de matériaux stockée sera de 80 000 tonnes sur la zone de stockage d'une superficie de 11 000 m ² située au sud ouest du site (cf. plan en annexe).
Constats : Lors de la visite du 25 janvier 2024, le service d'inspection a constaté, sur la partie sud du stockage, que les tas de gypse sont maintenus par des palettes de plaques. Ce dispositif était effondré par endroit, débordant de la zone de stockage (sur l'herbe). La présente visite porte donc sur le respect du stockage sur une zone imperméable et le volume total présent (la superficie de la zone n'a pas été vérifiée). Lors de la visite terrain du 14 août 2025, le service d'inspection a constaté visuellement que les différents types de gypse étaient stockés sur une surface imperméabilisée sans débordement sur des zones naturelles. L'exploitant a déplacé les stocks à plus de deux mètres des limites de la zone imperméabilisée afin de réaliser les bordures demandées au point de constat n°1. L'exploitant n'a pas justifié la quantité de matériaux présente sur la zone lors de l'inspection permettant de vérifier le respect d'une partie de la prescription susvisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie auprès du service d'inspection la quantité (en tonne) présente sur la zone de stockage lors du contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2001, article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté du site
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté [...].
Constats : Lors de la visite terrain le service d'inspection a constaté sur la zone de stockage la présence de gypse (provenant des rebus de production) dans la terre située à l'ouest de la zone. De même au niveau du regard dans lequel se déverse la tuyauterie temporaire des eaux de ruissellement de la zone de stockage, le service d'inspection a constaté la présence de déchets au sol qui risquent de colmater ce regard en cas de pluie. La prescription susvisée n'est pas respectée, il n'est toutefois pas proposé à ce stade de mise en demeure sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera du nettoyage réalisé aux abords de la zone de stockage du gypse et du regard susmentionné. Il veillera à la propreté de son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois